



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 10/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



DRM

La Borne Blanche
77139.MARCILLY

Références : E/22-0254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement DRM implanté La Borne Blanche 77139 MARCILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRM
- La Borne Blanche 77139 MARCILLY
- Code AIOT dans GUN : 00065.01493
- Régime : Autorisation

La visite d'inspection fait suite aux arrêtés préfectoraux suivants :

- > n°2021/DRIEE/UD77/016 du 05/02/2021 rendant la société DRM redevable d'une astreinte administrative journalière ;
- > n°2021/DRIEE/UD77/017 du 05/02/21 portant mise en demeure.

La société DRM est également soumise aux dispositions prévues par :

- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU ;
- l'arrêté préfectoral n° 2020/22/DCSE/BPE/IC du 17 avril 2020 portant mise en demeure de la Société DRM.

Cette inspection fait, également, suite à un signalement relatif à la pollution d'un fossé aux hydrocarbures par l'établissement de la société DRM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des valeurs limites de rejet
- Contrôle du registre et traçabilité des VHU
- Existence d'un contrat de gestion des D3E
- Contrôle de la radioactivité des déchets admis
- Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|---------------------------------------|--|--|--|
| Contrôle des valeurs limites de rejet | AP n°2021/DRIEE/UD77/016 du 05/02/2021 article 1er | / | Liquidation partielle d'astreinte |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|---------------------------------|--|--|--|
| Registre et traçabilité des VHU | AP de Mise en Demeure du 05/02/2021, article 1er | / | Astreinte |
| Gestion des D3E | Code de l'environnement du 02/02/2022, article R.543-200-1 | / | Astreinte |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|------------------------------------|--|--|--|
| Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7 | / | Mise en demeure |
| Identification des zones à risques | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8 | / | |
| Rejets dans le milieu naturel | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32 | / | |
| Entreposage des pneumatiques | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 39 et 41-II | / | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|--------------------------------|
| Contrôle de la radioactivité | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 | / | Sans suite |
| Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | / | Sans suite |
| Demande de compléments du porter à connaissance | Courrier n° E/21-0613 du 25 mars 2021 | / | Délai supplémentaire d'un mois |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société DRM n'a pas satisfait aux autres prescriptions fixées :

- à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°2021/DRIEE/UD77/016 du 05/02/2021 rendant la société DRM redevable d'une astreinte administrative journalière ;
- à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°2021/DRIEE/UD77/017 du 05/02/21 portant mise en demeure ;
- aux articles 7, 8, 32, 39 et 41-II de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé,

Il convient dès lors d'apporter les suites administratives nécessaires afin de prévenir tout risque pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, en proposant :

- 1 – la liquidation partielle de l'astreinte visée par l'AP n°2021/DRIEE/UD77/016 du 05/02/2021 ;
- 2 – de rendre la société DRM redevable d'une astreinte administrative journalière ;
- 3 – de mettre en demeure la société DRM de satisfaire à ses obligations réglementaires ;
- 4 - d'accorder à la société DRM un délai supplémentaire d'un mois pour apporter les compléments demandés par l'inspection des installations classées dans le cadre du porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2021/DRIEE/UD77/016 du 05/02/2021, article 1er |
| Prescription contrôlée : 25 €/jour jusqu'à satisfaction de : Article 31 - Arrêté Ministériel du 26/11/2012 Les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ; Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. |
| Constats : La société DRM fait réaliser, le 30 novembre 2021, un contrôle des rejets aqueux. Ce prélèvement a été réalisé par le bureau d'études Assyst Environnement. Le rapport d'analyse n'était pas disponible à la date de l'inspection. L'exploitant se charge de transmettre le rapport à l'inspection des installations classées, dans les plus brefs délais (dans la semaine de l'inspection). Selon la conformité des résultats des analyses le point de contrôle est susceptible de suites administratives et/ ou pénales. A la date du présent rapport, les résultats des analyses n'ont toujours pas été communiqués à l'inspection des installations classées. |
| Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte |

Nom du point de contrôle : Registre et traçabilité des VHU

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP n°2021/DRIEE/UD77/017 de Mise en Demeure du 05/02/2021, article 1er |
| Prescription contrôlée : Article 44 - Arrêté Ministériel du 26/11/2012 L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué. |
| Constats : L'inspection des installation classées a constaté le 18 janvier 2022 que la société DRM consignait les informations de traçabilité des véhicules hors d'usage dans un registre informatisé. Cependant, le registre ne consigne pas les dates effectives des différentes étapes (réception, dépollution, destruction) liées aux traitements des VHU, mais uniquement la date de réception pour l'ensemble des étapes. Ainsi la traçabilité dans le temps n'est pas possible. Considérant que ces faits déjà constatés lors des inspections du 29 mai 2020 et du 17 juin 2020 font l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2021/DRIEE/UD77/017 du 05/02/2021 portant mise en demeure de la société DRM de satisfaire à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 qui impose que l'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué. Considérant dès lors que la société DRM n'a pas satisfait à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 05/02/2022. |
| Proposition de suites : Astreinte journalière de 25 euros |

Nom du point de contrôle : Contrôle de la radioactivité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission. |
| Constats : L'inspection des installations classées constate la présence d'un portique de contrôle de la radioactivité, celui-ci est en service et utilisé. |
| Proposition de suites : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP n° 2020/22/DCSE/BPE/IC portant Mise en Demeure du 17/04/2020
article : 1er et Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Prescription contrôlée :

> l'installation dispose d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

> l'installation dispose d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate :

> la présence d'une citerne à eau dont le volume contenu ne semble pas en adéquation avec les caractéristiques constructeur indiquées sur cette dernière. La citerne semble contenir au mieux la moitié des 240 m³ indiqués (Photo n°1).

L'exploitant n'est en mesure de justifier de l'attestation de mise en service de la citerne.

> que l'accès à la citerne est obstrué empêchant toute intervention des engins de secours incendie.

> que les extincteurs sont présent à l'intérieur des bâtiments et à l'extérieur.

Observations :

L'exploitant transmet par courriel du 21 janvier 2022 l'attestation de conformité et de mise en service de la première citerne à eau de 240 m³.

L'exploitant transmet le 1er février 2022 par courriel, les photographies justifiant de la mise en place de deux citernes à eau de 240 m³ chacune.

Proposition de suites : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des D3E

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2022, article R.543-200-1 et AP n° 2020/22/DCSE/BPE/IC portant Mise en Demeure du 17/04/2020 article : 1er

Prescription contrôlée :

Tout opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets :

> soit avec un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-190 et R. 543-197 dudit Code,

> soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé dans les conditions définies à l'article R. 543-192 dudit Code ou attesté dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 du même Code,

> soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents,

Constats :

L'exploitant ne peut justifier, auprès de l'inspection des installations classées, avoir contracté avec un éco-organisme ou un producteur agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Proposition de suites : Astreinte journalière de 25 euros

Autres constats réalisés le 18 janvier 2022 indépendamment des thèmes retenus

L'inspection des installations classées a également constaté :

> que les sols à l'extérieur et à l'intérieur du bâtiment n'étaient pas maintenus propres et présentaient de nombreuses traces et flaques d'hydrocarbures (Photos n° 4 et 5) (manquement article 7) ;

> à l'intérieur du bâtiment, que la découpe à la scie électrique des pièces mécaniques générait de fortes étincelles à proximité directe de pièces mécaniques grasses et d'un sol couvert de liquide hydraulique. Cette zone à risque n'est pas signalée et ne fait pas l'objet de précautions particulière (manquement article 8) ;

> l'entreposage, sur la parcelle n° 295, de 20 cuves GRV dont 16 étaient remplies des effluents aqueux provenant du débourbeur/déshuileur sans dispositif de rétention (Photos n° 2 et 3) ; l'exploitant transmet par courriel du 19/01/2022 les bordereaux de suivi des déchets relatifs à la collecte des cuves GRV par la société CHIMEREC.

> que le fossé longeant la RD 38 présentait de nombreuses traces d'hydrocarbures associées à une odeur (Photo n° 6) (manquement article 32) ;

> l'entreposage en dehors du périmètre classé pour la protection de l'environnement, sur la parcelle n° 295, de plusieurs bennes remplies de pneumatiques (Photo n° 7) (manquement articles 39 et 41-II).

Considérant de ce fait que la société DRM ne respect pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé, notamment ces articles 7, 8, 32, 39 et 41-II.

Proposition de suites : Mise en demeure

Informations complémentaires en marge de l'inspection

La société DRM a transmis, le 16 septembre 2020, un porter à connaissance et une demande de modification des conditions d'exploitation des installations exploitées.

Après examen des éléments transmis, une demande de compléments, sous un délai de 2 mois, a été adressée à la société DRM par courrier n° E/21-0613 du 25 mars 2021.

Ce courrier est resté sans réponse de la part de la société DRM.

Aussi, l'inspection des installations classées accorde un délai supplémentaire à la société DRM pour communiquer les éléments suivants :

- en application de l'article L. 122-1-IV du Code de l'environnement, le cerfa n° 14734*03 de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale ;
- les renseignements mentionnés à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, modifié par l'arrêté ministériel du 14 avril 2020 ;
- la justification de la constitution des garanties financières selon l'un des moyens mentionnés à l'article R. 516-2 du Code de l'environnement ;
- les modalités d'accès au nouveau bassin de rétention des eaux pluviales et du dispositif de traitement ;
- le plan de gestion des terres excavées dans le cadre de la création du bassin de rétention.

Proposition de suites : Octroi d'un délai d'1 mois à compter de la date de notification du rapport pour apporter les compléments demandés.

ANNEXE 1/2 – PHOTOGRAPHIES DES CONSTATATIONS EFFECTUÉES LE 18 JANVIER 2022



PHOTO 1 – Citerne à eau non opérationnelle



PHOTO 2 – Cuves GRV contenant effluents aqueux sans dispositif de rétention.



PHOTO 3 – Cuves GRV contenant effluents aqueux sans dispositif de rétention.

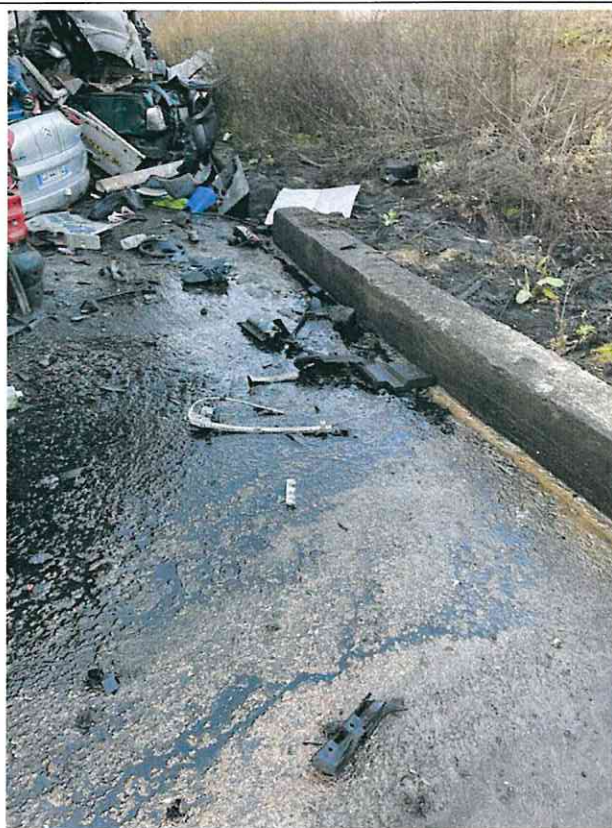


PHOTO 4 – Sol non entretenu où se mélange déchets et hydrocarbure.

ANNEXE 2/2 – PHOTOGRAPHIES DES CONSTATATIONS EFFECTUÉES LE 18 JANVIER 2022



PHOTO 5 – Présence de déchets et hydrocarbure au-delà du dispositif de rétention



PHOTO 6 – Traces d'hydrocarbure dans le fossé de la RD38



PHOTO 7 – Bennes de pneumatique entreposées sur la parcelles n° 295.

